

**Élargissement de l'autoroute Henri IV  
L'Alliance TRANSIT appelle de nouveau à un moratoire sur le développement du  
réseau routier**

*Montréal, le 29 août 2017* – TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs, dénonce l'annonce de plusieurs centaines de millions de dollars pour l'élargissement de l'autoroute Henri-IV par les gouvernements du Québec et du Canada. Depuis 2011, la cinquantaine de membres de l'Alliance demande de suspendre le développement de nouvelles grandes infrastructures routières et de réallouer ainsi plusieurs milliards de dollars vers la consolidation et le développement des transports collectifs.

« On travaille à l'envers. On s'apprête à démarrer les pelles mécaniques alors que ni le gouvernement du Québec ni la Ville de Québec n'ont adopté leur vision pour la mobilité durable et sont encore en mode consultation. Nos gouvernements doivent d'abord prendre connaissance des résultats des consultations, puis faire des choix à long terme et adopter des visions d'ensemble avant de faire des mises en chantier. C'est une question de cohérence », résume Étienne Grandmont, directeur général de Accès transports viables.

« Parce qu'elle encourage l'étalement urbain, cette annonce va à l'encontre de nos cibles de réduction des émissions de GES énoncées dans la Politique de lutte aux changements climatiques ainsi que de nos objectifs de réduction de notre dépendance au pétrole (Politique énergétique 2030). C'est un non-sens total et le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports doit revenir sur cette décision » a pour sa part déclaré Steven Guilbeault d'Équiterre.

« En pleine élaboration d'une Politique de mobilité durable par le gouvernement du Québec, cette annonce est aberrante. Les critères de sélection des projets de mobilité qui doivent être inscrits à une telle politique ne favoriseraient en aucun cas une augmentation de la capacité routière pour du navettage quotidien. 500 M\$, autant de marge de manœuvre que Québec dilapide alors qu'il y a par ailleurs un important déficit d'entretien des infrastructures existantes et des investissements déficients en transports collectifs et actifs », affirme Philippe Cousineau Morin, coordonnateur aux affaires publiques et communications à Transport 2000.

## **À propos de TRANSIT**

La mission de TRANSIT est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Depuis sa création en août 2011, TRANSIT publie des rapports d'analyse et fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020.

### **Source**

Samuel Pagé-Plouffe

Cell : 514.714.6762

[info@transitquebec.org](mailto:info@transitquebec.org)